

<http://gec.venissieux.org/Oui-aux-etudes-pour-un-TOP>



Réunion conjointe conseil général et conseil de  
communauté

# Oui aux études pour un TOP multimodal, Pas sans COL, Non au péage !

- Les élus - Mandat 2014-2020 -



Date de mise en ligne : dimanche 30 mai 2010

---

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits  
réservés

---

**Les élus au conseil de communauté et les conseillers généraux de Vénissieux ont participé activement aux discussions sur le projet de délibération concernant le « Tronçon Ouest du Périphérique. Si la nécessité d'un »bouclage" de l'agglomération nous parait réel, notamment pour la sortir de la ségrégation Est-Ouest, elle ne peut être faite sans obtenir de l'état la réalisation du grand contournement Ouest qui permette de délester le trafic national et international, notamment de poids lourds, elle ne doit pas être faite avec un péage, elle doit permettre un développement multi-modal, contribuant à équilibrer les parts de la voiture et du transport en commun dans les déplacements.**

**L'intervention ci-dessous de Roland Jacquet, élu communiste de Lyon, au nom du groupe communiste et citoyen reprenait les éléments essentiels qui fondent notre position commune.**

GROUPES COMMUNISTES & RÉPUBLICAINS

RÉUNION DE TRAVAIL COMMUNE CONSEIL GÉNÉRAL/GRAND LYON - 03/05/2010

TRONÇON OUEST DU PÉRIPHÉRIQUE

ROLLAND JACQUET

Monsieur le ministre et président du Conseil Général,

Monsieur le sénateur-maire et président du Grand Lyon,

Chers Collègues,

Le point de vue des groupes de chaque collectivité territoriale -Conseil général et Grand Lyon- se justifie pleinement, mais nous avons travaillé à une expression commune d'un point de vue partagé à ce stade du débat. Au nom des deux groupes, j'interviendrai d'abord sur les décisions qui seront soumises très prochainement à nos assemblées, puis sur les conditions d'un accompagnement éventuel du dossier. Nous sommes, bien entendu, contre tout immobilisme en la matière et c'est à partir des études et du débat public que nous nous prononcerons définitivement.

## **Les décisions prochaines**

Sur les décisions qui seront soumises à nos assemblées dans les prochains jours :

Nous souhaitons que soient dissociées les délibérations concernant le transfert de maîtrise d'ouvrage, le principe de saisine de la Commission nationale du débat public (CNDP) et le protocole d'accord entre le Conseil Général et le Grand Lyon.

Nous sommes en effet favorables :

- Au transfert de maîtrise d'ouvrage, indispensable, pour que puissent s'engager les études nécessaires à la décision devant trancher sur l'opportunité de ce projet et à la constitution du dossier de saisine.
- Nous sommes favorables au lancement de ces mêmes études, indispensables, pour prendre en compte l'intermodalité et les données objectives actualisées (évolution et perspectives des trafics sur l'ensemble de l'agglomération, notamment). Elles doivent aussi procéder à l'examen des alternatives à la réalisation du TOP (transports publics, tracés, financement, maîtrise d'œuvre), et aussi aux choix éventuellement différents de modes de transports.
- Il découle de cela notre accord au principe lui-même de la saisine de la CNDP, pour organiser de manière indépendante et rigoureuse le débat à l'échelle de l'agglomération.
- En revanche, le protocole d'accord -qui semble prévoir, explicitement, le péage comme mode de financement de l'exploitation de l'ouvrage et une partie de l'investissement- ne saurait recueillir notre approbation. Le péage constitue une iniquité sociale, puisque cet éventuel ouvrage -financé très largement par la puissance publique- ne pourra être utilisé que par ceux qui en auront les moyens ; il introduit un mode de transport à deux vitesses ; il aggrave la fracture sociale et géographique (Tronçon Ouest enterré, de qualité, à péage et tronçons Est datés, coupant les villes traversées en deux) ; ... et, pour en terminer sur le péage, il ne nous semble pas que réintroduire l'octroi à l'entrée des villes, ou pour en faire le tour, procède d'une modernité vertueuse bien au contraire. Nous demandons donc de laisser cette question du péage ouverte, dans le cadre du débat public, afin que toutes les solutions alternatives de financement puissent être soumises à la discussion.

## La position du groupe communiste et citoyens

Quelques mots maintenant sur les conditions d'un accompagnement, par nos groupes, de ce projet. Elles sont au nombre de six :

- premièrement, la saisine doit permettre de connaître les intentions de l'État en ce qui concerne Le (ou Les) Très Grand(s) Contournement(s) de l'agglomération, y compris en terme de ferroutage. Le TOP ne doit pas devenir le contournement autoroutier de l'agglomération mais le bouclage urbain, avec modes doux, du périphérique. En conséquence, le déclassement de l'autoroute A7 est indispensable, sans se limiter au tronçon Fourvière-La Saulaie. J'ai entendu et lu les propositions d'un tracé long, raccordé directement à l'A45. Il ne faudrait pas que ce soit une solution qui ferait du TOP un substitut au grand contournement autoroutier.
- Deuxièmement, le débat public doit bien porter sur toutes les variantes et alternatives, y compris de financement. Par exemple, l'établissement d'une carte multimodale permettant une tarification sociale (une forme de carte orange) pourrait constituer une perspective vers l'accès libre aux déplacements sur l'ensemble des modes de transport de l'agglomération.
- Troisièmement, la maîtrise d'ouvrage de cette éventuelle infrastructure devra être publique. En d'autres termes, le recours à la concession ou à un partenariat public-privé pour son financement ou sa réalisation doit être rejeté. L'expérience de TEO doit nous servir de leçon.
- Quatrièmement, le projet multimodal, enterré doit être un vrai projet de territoire, valorisant le fleuve dans cette partie sud, ses berges et le port Édouard Herriot, le barrage, Arkéma et la vallée de la chimie, ses villes (je pense à Pierre Bénite, Irigny mais aussi Saint-Fons et Feyzin).

- Cinquièmement, le prolongement du métro aux hôpitaux -avec les parcs relais indispensables- doit être acté.
- Sixièmement et dernière condition, le projet devra examiner les conséquences du bouclage sur l'ensemble du périphérique (je pense à Saint-Fons, Grigny, Vénissieux, Bron, Villeurbanne et Vaulx), avec la volonté de répondre à l'aspiration à dépasser la rupture urbaine et sociale existante.

## **Le coût du projet et le financement à€!**

Pour terminer, la question du coût n'est pas la moindre : 2 milliards et demi (auxquels il convient d'ajouter les dépenses élevées d'entretien et de réparation des tunnels) pour un trafic d'environ 50 000 véhicules jours ! ? Une telle réalisation contribuera-t-elle à l'objectif de réduction du trafic voitures et poids lourds ou provoquera-t-elle une sorte d'appel d'air ?

Qui va financer ? 50/50 Conseil Général et Grand Lyon, et quid de l'ÉTAT ? À moins que ce dernier s'engage enfin sur Le (ou Les) grand(s) contournement(s) autoroutier(s) et alors quelles initiatives prenez-vous, Monsieur le ministre et président du Conseil Général et, vous-même, Monsieur le président du Grand Lyon ? Soyez assurés que nous vous soutiendrons dans toute démarche dans ce sens, en direction du gouvernement.

Bref, il s'agit de penser le bouclage du périphérique dans une perspective, une vision à moyen terme de notre agglomération que nous souhaitons solidaire, où il fait bon vivre, dans un environnement revivifié et une citoyenneté active. Nous souhaiterions que le projet du TOP s'inscrive dans cette vision qui nous serait alors commune.

Merci de votre attention.